

Quel capital anglais a contribué à notre Intercolonial et à notre chemin de fer du Pacifique, se ce n'est celui qui a recherché un placement rémunérateur? On n'a rien fait pour nos beaux yeux; on n'a tout simplement placé de l'argent qui rapporte des intérêts à ses propriétaires. Où sont les sacrifices de l'Angleterre pour le Canada? Où sont les capitalistes qui viennent placer un risque dans nos ressources illimitées? Ils préfèrent aller perdre leur argent dans l'Amérique du Sud, pour arriver à l'échauffourée du Vénézuéla.

Nous ne rappelons pas ces paroles pour le seul plaisir de mettre la *Presse* en contradiction avec elle-même, mais parce qu'il saute aux yeux que celle des deux *Presse* qui avait raison, c'était celle de 1902 et de 1907.

Nous en sommes où en étaient les Etats-Unis avant l'envahissement de la politique républicaine par le jingoïsme et la soif de conquête.

Il est vrai que nous pouvions être entraînés dans un état de guerre par la politique anglaise. Nous en appelons à l'histoire, pour démontrer que l'Angleterre n'a jamais fait la guerre pour sauvegarder les intérêts canadiens. Nous ne supposons pas qu'elle puisse la faire à l'avenir.

Si donc l'Angleterre nous met en état de guerre, pour ses propres intérêts, nous ne lui refuserons pas, sans doute, l'aide de nos forces militaires et navales, telles qu'elles seront. Mais nous n'avons pas besoin de démontrer que, dans ce cas, ce sera à sa flotte surtout que, en toute justice, incombera le devoir de nous défendre.

Qui parle ainsi? Est-ce M. Monk? Est-ce M. Bourassa? Non, c'est le principal organe français de M. Laurier, le *Canada* (édition du 19 janvier 1905).

M. Brodeur disait le 22 avril 1896 aux Communes, à propos des achats de fusils du ministère Tupper:

"Il est une chose qui me paraît singulière, relativement à cette affaire. J'ai toutefois entendu dire que si, par impossible, nous avions une guerre au Canada, nous avions le droit de compter sur la protection de l'Angleterre, que la seule raison du lien colonial était que dans le cas que nous aurions des difficultés internationales nous pouvions avec certitude compter sur l'appui de l'Angleterre.

"Eh bien, M. le président, je regrette d'apprendre que, dans le cas actuel, le gouvernement a acheté ces fusils de l'Angleterre, non pas d'un particulier, non pas d'une compagnie particulière, mais qu'il a acheté ces armes du gouvernement anglais, et que ce gouvernement nous demande de lui en rembourser le coût. Est-ce là la protection promise par l'Angleterre au Canada? Est-ce là la position qui nous est faite comme colonie?

"Je crois que nous aurions raison de nous attendre à toute autre chose de la part de l'Angleterre."

"Je crois que notre dette est suffisamment forte et qu'il nous est inutile de faire de la politique de jingo en augmentant par là même la dette du pays de quelques millions sans pouvoir justifier d'une manière sérieuse cette dépense. Je ne crois pas qu'elle soit requise dans les circonstances et pour ma part je suis énergiquement opposé à ce que l'on vote une somme comme celle que l'on nous demande maintenant. (\$1,000,000).

M. Brodeur s'opposait donc en 1896 à ce que le Canada payât les fusils que l'Angleterre lui avait fournis pour sa défense. Il avait tort, mais pourquoi prétend-il en 1909, que nous devons mettre la marine canadienne au service de l'Amirauté en temps de guerre, parce que nous devons tout à l'Angleterre?